

Thème 1

La politique ultralibérale consistant à démanteler le service public en général , et en particulier le service public d'Éducation Nationale – marchandisation oblige – est à l'origine des difficultés et des dysfonctionnements que nous subissons au niveau national et en Guyane (**en particulier**) avec davantage d'acuité encore.

Constats :

- Difficultés et échec scolaires
- Expédients et bricolage sous prétexte d'accueillir le public scolaire
- Inexistence ou mauvaise organisation du service de transport scolaires, de l'accueil, de la restauration et de l'hébergement
- Orientation déficiente

1. Difficultés et échec scolaires

- Les moyens attribués sont dévoyés : incompétence des personnels responsables
- Aucune expérience tentée y compris les bricolages (alibis) n'a été évaluée à ce jour
- L'orientation, en particulier dans l'ouest de l'académie, se fait **par défaut**, par manque de capacité d'accueil en lycée professionnel

Ainsi, pour assurer la bonne intégration scolaire et la réussite du maximum d'élèves, il convient nécessairement, dans un contexte multiethnique et pluriculturel, de favoriser l'accueil du plus grand nombre d'élèves possible, sur l'ensemble du territoire, dans le respect de leur diversité.

Aussi, pour ce faire, transports, hébergement, restauration scolaire sont-ils (**une nécessité**) des impératifs absolus.

En effet, nombre de nos élèves sont en échec scolaire du fait de l'isolat linguistique et culturel dans lequel ils sont enfermés au sortir de l'établissement qu'ils fréquentent et, livrés à eux-mêmes, sans aide familiale, ils restent confinés dans leur isolement et les difficultés inhérentes dont ils souffrent, victimes d'un système inadapté, donc inefficace, mais surtout injuste.

Seul un (**ensemble de**) dispositif(s) académique(s) piloté(s) par une autorité académique confirmée (**pourrait**) **peut apporter les éléments de** réponse pour porter remède à la difficulté scolaire dans l'académie. En effet, une intervention par bassin, littoral, Kourou, fleuves, Sant-Laurent-du-Maroni, peut permettre d'envisager l'évaluation des besoins.

La mission de ce(s) dispositif(s), dont l'ouverture d'un site (**internet**) (**permettrait**) rendrait possible de diffuser l'information aux divers acteurs, serait de mutualiser les « recette » pédagogiques, mettre en place **et généraliser** les plus efficaces, assurer – sur le temps de travail – la formation des professeurs volontaires, ainsi que le pilotage, le suivi et l'évaluation des mesures.

Il faut envisager une réduction de une heure du temps de travail des personnels intervenant dans ce(s) dispositif(s).

Par ailleurs, la lutte contre les difficultés scolaires, généralisées sur l'ensemble de l'académie, exige **partout**, la réduction des effectifs et l'augmentation des moyens de soutien efficaces.

Il va sans dire que l'aide sociale aux familles, en particulier les plus défavorisées, est un préalable indispensable.

2 . Contre les expédients, bricolages et marasme éducatif

Ni le bricolage de classes à professeurs « multiscartes » sous prétexte de rapprocher l'École de l'élève, ni les tentatives de remédiations linguistiques, bien davantage structures d'exclusion que d'intégration, n'ont donné de résultats probants.

Pour en finir de ces structures alibis (Régina, Camopi, Papaïchton,...) il faut :

- ouvrir de véritables établissements scolaires équipés ; c'est une mesure de justice sociale et spatiale incontournable ;
- évaluer tous les dispositifs de remédiation de l'académie pour les pérenniser ou non (CIPPA, CLIPA, Ateliers et Clases relais, MOREA, SEGPA, UPI,...)

3. Mettre en place les structures nécessaires

Il convient de réactiver le groupe de travail (Etat, Collectivités, Partenaires de l'École,...) pour pallier les carences en matière de transport, hébergement – ouverture d'internats (**publics**) dotés d'un encadrement efficace -, restauration scolaire notoirement insuffisants.

La mise en place de ces structures sera, **d'ailleurs**, la première mesure efficace pour lutter contre l'influence des réseaux sectaires.

4. L'orientation

Il faut donner aux techniciens de l'orientation :

- les moyens de remplir leur mission de service public sur tout le territoire ;
- leur attribuer des locaux de permanence équipés hors EPLE ;
- mettre à jour pour l'étoffer le schéma prévisionnel des formations afin d'offrir de nouvelles filières attractives aux jeunes de la Guyane.

MOTION ORIENTATION

Les congressistes du SNES Guyane,

Considérant

La décision de l'actuel Gouvernement de transférer les missions des personnels d'orientation aux personnels enseignants

Dénoncent

- La volonté délibérée du Gouvernement de dynamiter le Service public d'orientation (« casse » du statut des personnels d'orientation),
- La conception de l'orientation uniquement utilitaire et informative (**qui est la sienne**),
- La remise en cause des statuts des personnels enseignants et l'alourdissement de leur charge de travail,

Exigent

- Le maintien du Service public d'orientation,
- Le renforcement et la modernisation de ce Service public pour qu'il soit enfin en capacité de remplir pleinement sa mission

MOTION TRANSPORTS SCOLAIRES

Les militants du SNES Guyane, réunis en Congrès,

Considérant

- Le coût prohibitif des transports scolaires qui incombe aux familles
- L'inorganisation de ces transports ;

Dénoncent

L'incapacité des Collectivités à répondre à la nécessité et aux besoins des familles ;

Exigent

- La transparence sur **leur** coût **des transports scolaires existants**
- L'intervention de l'Etat pour assurer a continuité territoriale et mettre en place un véritable service de Transports scolaires de qualité sur l'ensemble de l'espace départemental.